

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: Le RÉFAP présente les candidates en lice pour son gala, ce soir à 17 h, au cinéma des Galeries Aylmer. Pour information: 819-319-4181.



L'Outaouais, la pôvre!

Ma mère dit toujours: «en se comparant, on se console». Et bien, pour la première fois, je ne crois pas que ce principe fonctionne! Je vous explique.

J'ai passé le dernier week-end au Saguenay, ma terre natale. Pour m'y rendre, j'ai dû parcourir environ 650 kilomètres. À chaque fois que j'ai pris la route pour me rendre au «Royaume», j'ai toujours détesté les derniers 200 kilomètres, ceux qu'il faut par-

courir pour traverser le parc des Laurentides.

Et bien, ce temps-là est révolu. Les Bleuets ont maintenant leur autoroute à quatre voies qui traverse de part en part la réserve faunique. Une route magnifique et sécuritaire. J'ai presque hâte de revenir pour rouler sur cette route lors d'une belle journée d'été.

Par contre, en rentrant chez moi, à Gatineau, j'ai été frappé par une réalité qui m'avait échappé. Dorénavant, ce sont nous les

enfants pauvres de la province.

Le Saguenay a son autoroute à quatre voies alors que nous, en Outaouais, c'est une route de campagne à deux voies qui sert de lien routier. Et «la 50» n'est même pas encore terminée. C'est honteux, quand on y pense. Et les comparaisons ne s'arrêtent pas là.

À Saguenay, ils ont un maire flamboyant, qui réussit même à soutirer des milliers de dollars à ses «ouailles» pour financer sa lutte pour la prière au conseil.

Mais il n'y a pas que le Saguenay qui me rend jaloux.

À Trois-Rivières, ils ont réussi à financer un amphithéâtre de 39 millions\$. Et même si une conseillère de Gatineau compare ce projet à une grange, il n'en demeure pas moins que chez nous, on n'a même pas présenté de plans à Québec!

À peu près partout au Québec, les centres urbains sont reliés par des autoroutes dignes de ce nom. Mais pas en Outaouais.

Quand je vois le grand panneau

où il est écrit «Welcome to Ontario» sur la route qui me conduit chez moi, j'ai un peu honte. J'aimerais pouvoir me rendre chez moi en toute sécurité, sans pour autant changer de province.

Quand aurons-nous des leaders qui, tous réunis, ramèront dans la même direction? Le temps des complexes d'infériorité est terminé.

J'ai encore confiance en vous, chers élus. Mais le temps presse et l'Outaouais a bien besoin de vous.

» EN BREF

LE CENTRE MINTO SE DISTINGUE



Le collège Saint-Lawrence de Cornwall organisait la Compétition en compétences technologiques des écoles secondaires de l'est de l'Ontario. Près de 300 étudiants du secondaire y participaient. Le Centre professionnel et technique Minto d'Ottawa a décroché quatre médailles en mécanique de véhicules légers, électricité, esthétique et soudure. Sur la photo, Alexandre Jolin-Rodrigue, Benoit Dupuis, Kayla Nehme et Benoit Marleau.

OEUVRES ÉTUDIANTES EXPOSÉES À L'ARÉNA JIM DURELL

Depuis quelque temps, les œuvres des écoles Ste-Geneviève, Ste-Bernadette, Marius-Barbeau, George-Etienne-Cartier, Lamoureux et le Centre professionnel et technique Minto sont exposées dans la ruche communautaire d'Ottawa-Sud, à l'Aréna Jim Durrell.

Les *Bonhommes de Neige*, qui sont le fruit de plusieurs heures de travail des élèves de chaque école du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est, seront sur place jusqu'après le congé scolaire. Le projet a été lancé en décembre dernier par les directions des écoles d'Ottawa-Sud. Une fois l'exposition terminée, les œuvres seront remises aux écoles.

téléthon sera animé par **Ian Mendes** et **Leanne Cusack**.

BELLE RÉCOLTE AUX JEUX DE LA COMMUNICATION

L'Université du Québec en Outaouais était bien représentée aux Jeux de la communication qui avaient lieu à l'Université de Sherbrooke, en fin de semaine.

La délégation outaouaise a remporté la première place dans l'épreuve de Communication événementielle et des Relations publiques, le prix Spirit pour l'université qui s'est la plus démarquée au cours du week-end, une deuxième place dans la catégorie Téléjournal et une quatrième position en Communication graphique.

DOUZE FEMMES HONORÉES DANS L'EST ONTARIEN



La ministre déléguée à la Condition féminine de l'Ontario, **Laurel Broten**, a remis des certificats de reconnaissance à une douzaine de femmes de l'Est ontarien, lundi, à Casselman, en marge de la Journée internationale de la femme, afin de reconnaître leur engagement et leur leadership au sein de leur communauté. La ministre Broten, au centre sur notre photo, a honoré une femme de chacune des municipalités de Glangarry-Prescott-Russell et également de la Ville d'Ottawa.

JEAN-FRANÇOIS DUGAS, LeDroit

TÉLÉTHON DE LA MAISON DE ROGER

Le coup d'envoi du Téléthon de la Maison de Roger 2011 lorsque la présidente de la Fondation des Sénateurs, **Danielle Robinson**, a reçu un don de 4300\$ de la part de la jeune **Kate Reeve**, âgée de 12 ans et fondatrice de Fashions for Funds.

En raison des besoins croissants des patients et des nouveaux programmes, l'engagement de la fondation se chiffre à 1 million\$, ce qui représente 30% des coûts d'exploitation de l'établissement. Le Téléthon de la Maison de Roger est l'une des activités de financement qui aideront à répondre à ces besoins.

Le téléthon sera diffusé le mardi 15 mars à compter de 18 h 30 à Rogers Sportsnet, alors que les Sénateurs d'Ottawa recevront les Penguins de Pittsburgh. Le

LA DG DU RENDEZ-VOUS DES AÎNÉS HONORÉE

La directrice du Rendez-vous des aînés francophones d'Ottawa (RAFO), **Julie Lizotte**, a été honorée par la province d'Ontario, en marge des célébrations de la journée de la femme. M^{me} Lizotte a reçu le prix de Femme chef de file en développement communautaire des mains de la ministre déléguée à la Condition féminine, **Laurel Broten**, et du député d'Ottawa-Orléans **Phil McNeely**. Employée du RAFO depuis 2006, M^{me} Lizotte a su insuffler une nouvelle énergie à l'organisation, de dire le président **Marcel Gibeault**. «Julie demeure attentive aux besoins de la collectivité et travaille à apporter un changement social positif pour la population grandissante des aînés.»

9 mars 2011 | Le Droit

Le taux de diplomation a augmenté en Ontario

TORONTO — 72 % des élèves de l'Ontario ont terminé leur secondaire en respectant la durée normale prévue pour les études secondaires dans cette province, c'est-à-dire quatre ans. Mais le premier ministre ontarien préfère plutôt affirmer que le taux de diplomation est passé à 81 %.

En fait, Dalton McGuinty, de passage à l'école secondaire torontoise George Harvey Collegiate Institute, hier, a omis de préciser que cette proportion comprenait les élèves qui terminent leurs quatre années d'études secondaires en cinq ans.

Le premier ministre ontarien a fait valoir que l'important pour les élèves, et pour son gouvernement, était que les jeunes terminent leurs études secondaires, peu importe que ce soit en quatre ou cinq ans.

L'Ontario est la dernière des provinces anglophones à avoir éliminé la 13e année. Cette élimination est entrée en vigueur en Ontario à la fin de l'année scolaire 2002-2003. Hier, le premier ministre McGuinty a fait valoir que l'héritage des « études secondaires en cinq années » était encore présent chez les Ontariens.

Selon le ministère de l'Éducation de l'Ontario, le taux de diplomation était de 68 % en 2003-2004. L'objectif fixé par le gouvernement est d'augmenter ce taux à 85 %.

Accusations d'électorisme

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

9 mars 2011 | Le Droit | STÉPHANIE STÉPHANIE MARIN MARIN

Avertissement de critiques intenses

LaLaPresse Presse Canadienne Canadienne

Les écoles canadiennes peuvent mettre de côté les médias et Internet pour les alertes de tempête de neige : Environnement Canada leur fournit dorénavant des appareils récepteurs radiométéo pour « planifier des activités extérieures sécuritaires pour les élèves », une dépense de près d'un million de dollars.

L'appareil de plastique blanc, de la taille d'un répondeur automatique, se détaille à environ 50 \$ sur le marché.

Quelque 14 000 récepteurs ont ainsi été achetés par Ottawa pour les écoles, mais aussi pour les camps de scouts et de guides.

Il permet à ses utilisateurs de capter des bulletins météo en continu, mais il envoie aussi des signaux sonores d'alertes — et utilise une lumière stroboscopique pour attirer l'attention — pour diverses catastrophes météorologiques comme des inondations et même des tsunamis.

La dépense a fait sourciller le Bloc québécois. Au moment où le gouvernement conservateur coupe les vivres aux chercheurs et sabre dans certains programmes, il met cette initiative en place alors qu'elle est complètement inutile, a dénoncé le porte-parole en matière d'environnement du parti, Bernard Bigras.

Affirmant que l'argent aurait dû servir à améliorer le système météorologique qui souffre d'inexactitude plutôt qu'à l'achat d'appareils qui transmettent de l'information inexacte, M. Bigras a questionné en comité le ministre de l'Environnement, Peter Kent, hier.

Nouveau pour le ministre ?

Le ministre a évité de répondre, arguant qu'il n'était pas familier avec le programme.

« C'est nouveau pour moi. Et je veux investiguer ce programme », a-t-il déclaré peu après sa comparution devant le comité parlementaire.

Pourtant, le ministre Kent était présent à Yellowknife il y a deux semaines où il a annoncé la mise en place de plusieurs de ces appareils pour des écoles du Nord.

Son ministère annonce d'ailleurs sur son site Internet que toutes les écoles du pays ont déjà reçu un appareil, ou sont sur le point d'en obtenir un.

« C'est la démonstration que ce gouvernement, qui se targue de dépenser mieux que le précédent, n'est pas plus efficace dans ses dépenses en environnement », a dénoncé Bernard Bigras.

« Ce sont des dépenses inutiles qui devraient aller aux chercheurs qui ont des besoins importants pour surveiller ou observer le climat », a-t-il ajouté.

Quant au coût de ces petits appareils, alors que tous les ministères cherchent des façons pour réduire leurs dépenses, M. Kent a eu cette réponse : « on ne peut pas prendre à la légère les conditions extrêmes de météo ». Il a rappelé qu'un élève ontarien est mort la semaine dernière lors d'une crue éclair.

L'utilité du récepteur d'alertes a été décrite dans la lettre transmise aux écoles.

« Radiométéo donne accès à la diffusion en continu d'observations et de prévisions météorologiques, ainsi que d'avertissements de temps violent. Ces renseignements peuvent vous aider à planifier des activités extérieures sécuritaires pour vos élèves », estil suggéré. L'appareil peut aussi servir de réveil-matin, rappel d'alarme inclus.

C'est le Fonds des nouvelles initiatives du secrétariat national de recherche et de sauvetage qui a fourni les 881 400 \$ pour ce programme de radiométéo. Seulement deux appareils auraient été retournés à Environnement Canada, qui affirme de plus n'avoir reçu qu'une seule plainte.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Situation économique des femmes

Du positif pour les salariées à temps plein

MONTRÉAL – La situation économique des femmes a progressé au cours de la dernière décennie et celle des travailleuses à temps plein s'est carrément démarquée par rapport à celle des travailleuses à temps partiel.

C'est ce qui ressort d'une étude dévoilée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur le pouvoir d'achat des Québécoises entre 1997 et 2009 et qui tombe à point pour la Journée de la femme.

La hausse du salaire horaire des travailleuses à temps plein a été quatre fois supérieure à la hausse du salaire des travailleuses à temps partiel, pendant cette période. Ainsi, la rémunération horaire des femmes travaillant à temps plein est passée de 15,87 \$ à 18,17 \$, soit une hausse de 14,5 %.

Pendant ce temps, la rémunération horaire des femmes travaillant à temps partiel est passée de 14,95 \$ à 15,52 \$, soit une hausse de seulement 3,8 %.

En entrevue avec La Presse Canadienne, Alexandre Gaudreault, analyste en statistiques du travail à l'ISQ et auteur de l'étude, a expliqué le phénomène par l'évolution du salaire horaire

selon les secteurs d'activités.

Ainsi, les femmes qui travaillent à temps plein se retrouvent plus souvent dans le secteur de la production de biens, par exemple, soit un secteur où la hausse du salaire horaire a été plus marquée pendant cette période. À l'opposé, les travailleuses à temps partiel se retrouvent plus souvent dans le secteur de la production de services, un secteur où la hausse du salaire horaire a été moins marquée.

D'autres disparités étonnantes ressortent aussi, notamment au chapitre de la couverture syndicale. Par exemple, la rémunération horaire des travailleuses non syndiquées a crû deux fois plus vite que celle des travailleuses syndiquées.

Ainsi, le salaire horaire des travailleuses syndiquées est passé de 18,90 \$ en 1997 à 20,50 \$ en 2009, soit une hausse de 8,5 %.

À titre de comparaison, le salaire horaire des travailleuses non syndiquées est passé de 13,44 \$ à 15,71 \$ pendant la même période, soit une hausse de 16,9 %.

Ces données portent sur les salariées; elles excluent les travailleuses autonomes.

La Presse Canadienne

Information / inscription
www.rga.ca

Gala de l'excellence 2011

Le Gala de l'excellence, l'unique Gala qui reconnaît le succès de la communauté d'affaires de la grande région d'Ottawa-Gatineau!



Samedi 9 avril 2011
17 h 30 cocktail
18 h 30 remise des Prix

Hilton Lac-Leamy
3, boul. du Casino
Gatineau QC

Maître de cérémonie
Michel Picard, Chef d'antenne
Le téléjournal / Ottawa-Gatineau
à la Télévision de Radio-Canada

Tarifs
Table de 10 personnes 2 150,00 \$
Table de 8 personnes 1 720,00 \$
Billet membre/étudiant(e) 215,00 \$
Billet (future) membre 230,00 \$
* taxes incluses

Dirigeant(e) de l'année, secteur privé

- **Jacques Blais** – Directeur général régional Ottawa/Ontario/Abitibi, Transcontinental Médias
- **Marc Peterson** – Directeur général, Ottawa Athletic Club
- **John Therien** – Directeur administratif, World Kabudo Federation et Therien Ju-Jitsu & Kickboxing

Dirigeant(e) de l'année, secteur parapublic

- **François Jetté** – Directeur général, Commission scolaire des Draveurs
- **Gilles Leroux** – Directeur général, secrétaire trésorier, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques
- **Marie-France Ricard** – Surintendante de l'éducation, Conseil des écoles catholiques du Centre-Est de l'Ontario
- **Marie-Hélène St-Onge** – Directrice générale, La finale des 45e Jeux du Québec

Dirigeant(e) de l'année, secteur communautaire

- **Suzanne Benoit** – Directrice générale, Coalition ontarienne de formation des adultes
- **Alain Breton** – Directeur général, CPER Outaouais
- **Mark Monahan** – Directeur exécutif/artistique, Cisco Ottawa Bluesfest
- **Jean Pigeon** – Directeur général et fondateur, Moisson Outaouais

Grande entreprise de l'année

- AMERISPA INC.
- BRIGIL PLATINE
- GENIVAR

PME de l'année

- CLUB DE GOLF HAMMOND
- GAS ELECTRIC
- HCM WORKS INC.
- MAPLEWORKS TECHNOLOGY INC.
- URBAN QUARRY

Micro-entreprise de l'année

- ADNETS INC.
- AXION
- COLORÉCOM
- OLIGO DEVELOPMENT GROUP

Nouvelle entreprise de l'année

- ALTITUDE GYM
- A PUTT ABOVE
- IMAGTHÈQUE
- LES BRASSEURS DU TEMPS

Entrepreneur(e) de l'année

- **Eric Brisson** – Président, Oligo Development Group
- **Jules Côté** – Président, Caesar's Group
- **Gilles Desjardins** – Président/Fondateur, Brigil Platine

Projet de l'année

- CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA
- CENTRE DES MÉTIERS MINTO, campus Alphonse-Desjardins de La Cité collégiale
- CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE GATINEAU

101-1173, chemin Cyrville, Ottawa (Ontario) K1J 756 | www.rga.ca | info@rga.ca | Tél. : 613-744-3037 | Téléc. : 613-744-3572

Avis important à l'intention des fabricants, des importateurs, des distributeurs et des détaillants

LOI CANADIENNE SUR LA SÉCURITÉ DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Il est dans l'intérêt de tous d'assurer la sécurité des produits. Avec la **nouvelle Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation (LCSPC)**, le gouvernement s'associe avec l'industrie afin d'améliorer la sécurité des produits sur le marché canadien.

La LCSPC, qui entrera en vigueur le **20 juin 2011**, imposera à l'industrie de nouvelles obligations qui contribueront à protéger les Canadiens des produits de consommation dangereux.

La Loi s'appliquera à un large éventail de produits de consommation, notamment aux jouets et à l'équipement pour enfants, aux bijoux d'enfants, aux textiles, aux produits ménagers et aux articles de sport. Les produits de santé naturels, les aliments, les cosmétiques et les médicaments ne seront pas visés.

NOUVELLES OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

Les entreprises du Canada, tant les petites que les grandes, devront remplir de nouvelles obligations clairement définies dans la Loi, dont les suivantes :

I. DÉCLARATION OBLIGATOIRE

- Les entreprises seront tenues de signaler à Santé Canada tout incident relatif à la santé et à la sécurité mettant en cause un produit de consommation. Ainsi, le gouvernement sera informé rapidement des problèmes importants concernant la sécurité des produits.

II. TENUE DE DOCUMENTS

- Les détaillants devront tenir des documents suffisamment détaillés pour savoir de quels fournisseurs ils ont obtenu les produits, les lieux où ils les ont vendus et la période pendant laquelle ils les ont vendus (mais non à qui ils les ont vendus).
- Tout autre fournisseur qui fabrique, importe, annonce, vend ou met à l'essai des produits de consommation devra tenir des documents indiquant de qui il a obtenu les produits et les entreprises auxquelles il les a vendus.

Ces renseignements devront être consignés par les entreprises dans le cadre des pratiques normales de tenue de documents et serviront à repérer, au besoin, des produits dans la chaîne d'approvisionnement.

Pour vous inscrire aux mises à jour sur la LCSPC et en savoir plus sur les nouvelles exigences de la Loi, consultez www.SanteCanada.gc.ca/SecuritedesProduits



Santé
Canada

Health
Canada

Canada

9 mars 2011 | Le Droit

L'anglais intensif pour les nuls

L'Outaouais à s'inscrire en porte-à-faux avec cette initiative tout à fait délirante, qui menace la pédagogie (apprendront-ils le français langue seconde pendant ce semestre, ou plus du tout ?) et le bon sens sous un prétexte à-plat-ventriste digne d'un colonisé de bas étage. Nul besoin de telles mesures en Outaouais, qui s'assimile déjà de manière inquiétante à l'anglais (dans certains quartiers, on se croirait à Vanier dans les années 1980), ni ailleurs au Québec, de toute façon. Puisque certains insistent pour colorer leur opinion de leur expérience personnelle, soulignons que mon épouse et moi sommes parfaitement bilingues, que nous avons appris l'anglais à l'adolescence puis sur le marché du travail, et que nous ne voyons pas l'intérêt d'une mesure aussi agressive — et discriminatoire envers le français, puisque les jeunes anglophones québécois seront semble-t-il dispensés de la réciproque. À ceux et celles qui veulent à tout prix des enfants bilingues le plus tôt possible, payez pour que le gouvernement libéral vous offre désormais les écoles passerelles. Mais ne prétendez pas imposer à tous votre vision assimilatrice aux frais de la seule société francophone en Amérique du Nord. André Dorion

Gatineau ne sont sans doute pas déjà assez anglicisés, et plus particulièrement ceux de l'Outaouais, à cause de la proximité de la province de l'Ontario. Leurs professeurs n'écrivent-ils pas sur le Black Board, « or whatever » ? Ils envoient des e-mails plutôt que des courriels, et, plutôt que d'admettre candidement que quelque chose est beau, ils préfèrent que ce soit nice. Les petits francos maltraitent suffisamment la langue française en l'anglicisant et en la bâtarisant ! Ils parlent de leurs friends, de leurs bests et de la best des bests plutôt que de parler de leur meilleure amie. Je me dois de reconnaître que la connaissance d'une deuxième, et même d'une troisième langue, est toujours utile ; plus la connaissance des langues est grande, plus l'ouverture sur le monde est grande aussi et plus les opportunités de voyager sont grandes. Mais ne faudrait-il pas que les jeunes Québécois connaissent, sinon parfaitement, à tout le moins de façon convenable, leur langue maternelle. Ayant à côtoyer les ados, j'entends souvent des perles comme : « Y sontaient partis », « Si je serais capable », « quatre-vingt et trois », etc. Plutôt que d'immerger nos jeunes dans des classes anglaises, on devrait les immerger dans des classes de « bon parler » français. Et, par la suite, immerger les jeunes anglos dans les classes françaises : le bilinguisme pourrait leur servir, à eux aussi. Jean-Luc Soucy

Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

9 mars 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY

Un recul pour les francophones, déplorent des députés

La réorganisation de Service Canada dans les provinces de l'Atlantique, une région désignée unilingue sur le plan administratif, est loin de faire l'unanimité auprès de députés fédéraux de l'opposition. Plusieurs y voient un recul pour les droits des francophones d'être servis dans leur langue par cette institution fédérale.

« On vient de perdre avec cette restructuration. C'est un recul » a fait savoir le député néo-démocrate et porte-parole en matière de langues officielles Yvon Godin.

« Quand les francophones des provinces de l'Atlantique vont apprendre que la région de l'Atlantique est une région désignée unilingue, ils vont certainement réagir. Après tout, 20 à 25 % des citoyens de l'Atlantique sont francophones », a commenté pour sa part le député libéral Brian Murphy, de Moncton-Riverview-Dieppe.

Lors du comité des langues officielles hier, les responsables de Service Canada — qui sert de guichet unique pour les services fédéraux — avaient été convoqués pour répondre à la performance au chapitre des langues officielles.

Région unilingue

Lors d'échanges avec les députés, les responsables de Service Canada ont confirmé que la réorganisation administrative mise de l'avant récemment fait en sorte que le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard font désormais partie de la « région de l'Atlantique » de Service Canada, ce qui lui confère le statut de « région unilingue » en vertu de la Loi sur les langues officielles.

La décision respecte, selon eux, l'article 32 de la Loi sur les langues officielles qui prévoit que des services bilingues doivent être offerts « là où la demande est importante ».

Sans consultation

Pour le député Yvon Godin, cette décision prise sans consultation avec les groupes francophones fait en sorte que désormais, les 500 000 francophones vivant dans ces provinces sont désormais desservis par une administration fédérale unilingue, incluant le Nouveau-Brunswick qui, avec ses 235 000 francophones, est reconnu comme une province bilingue au niveau de la constitution.

Le député Godin a aussi dénoncé le fait qu'avant ce changement, dont il n'avait lui-même jamais eu le temps de parler avant hier, les gestionnaires bilingues responsables au Nouveau-Brunswick ont depuis été remplacés par des gestionnaires dont plusieurs sont maintenant unilingues.

Les gestionnaires qui supervisent des employés francophones, comme ceux du Nouveau-Brunswick, doivent parler dans les deux langues officielles, a expliqué un responsable de Service Canada. Mais il faudra compter deux années dans certains cas, pour leur permettre de suivre des cours de formation, alors qu'un test est requis après cinq ans en poste pour reconfirmer qu'ils respectent les exigences de leur poste.

Les dirigeants disent avoir consulté deux groupes de développement économique de la Nouvelle-Écosse, ce qui semblait nettement insuffisant selon les commentaires exprimés par plusieurs députés, hier.

Nadeau réagit vivement

Quand il a appris que le service au téléphone pour les francophones demandant d'être servis dans leur langue n'était disponible qu'à titre de projet pilote plutôt qu'à l'ensemble des centres, le député Richard Nadeau a vivement réagi. « C'est inacceptable qu'en 2011 on bafoue les droits des francophones d'avoir des services en français, et qu'on essaie de colmater avec un diachylon sur une jambe de bois ».

Récemment, la sénatrice Maria Chaput avait exigé de voir l'étude d'impact sur la fermeture de bureaux communautaires. Service Canada avait indiqué qu'en suite au Droit qu'une telle étude n'était pas nécessaire parce que les francophones allaient pouvoir obtenir des services étendus par les biais de sites mobiles qui visiteront les communautés, selon la demande. Une pétition signée déjà par 400 citoyens circule présentement pour dénoncer cette réorganisation des services.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

9 mars 2011 | *Le Droit*

Pas assez d'infos à CJFO

Quelle déception, que 95.4 CJFO ! On s'attendait à des entrevues, à des tribunes téléphoniques, à des analyses sur des sujets affectant notre communauté. En vain. On se voit contraint d'endurer un mélange de musique rock, rap, franco et anglo trop souvent médiocre, et ceci 45 minutes sur 60. J'aime toujours Daniel Séguin, mais moins quand il se fait DJ : c'est lui qu'on vient entendre, pas de la musique. Si ça continue, CKOI va vite mettre CJFO au rancart. Jacques Dufault
Orléans

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

9 mars 2011 | Le Droit

UN EMPLOYÉ DE LA FÉUO LICENCIÉ

Les troubles se poursuivent à la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa. Après une manifestation devant les bureaux de la Fédération à laquelle ont participé une trentaine de personnes, lundi, la Fédération a annoncé avoir licencié l'un de ses employés. Celui-ci aurait fait partie des protestataires. Comme l'employé était un contractuel, il a pu être mis à pied sans difficulté, ont indiqué des sources au courant du dossier.

L'expérience d'un havre de beauté et de santé

Recherché Concept Coiffure & Spa

Publi-reportage



Pour relaxer, se sentir en beauté et vivre en meilleure santé, un seul endroit s'impose Recherché Concept Coiffure & Spa. Logé dans un édifice historique, la Ferme Columbia, Recherché Concept Coiffure & Spa est un complexe qui réunit tous les services de coiffure professionnels, de soins de beauté, d'orthothérapie et de remodelage corporel à une même et unique adresse, 376, boulevard St-Joseph à Gatineau.

Ce qui distingue ce lieu de haute coiffure, d'esthétique et de mieux-être est le fait qu'il s'adresse autant à la gent masculine que féminine. En effet, tous les coiffeurs et coiffeuses peuvent s'adapter autant aux hommes qu'aux femmes.

Recherché Concept Coiffure & Spa, sous la direction du maître coiffeur, Yves Briand, 34 ans d'expérience, 25 ans comme entrepreneur, récipiendaire de plusieurs prix, artiste de plates forme, formateur reconnu par Schwarzkopf. Possédant une équipe de dix coiffeurs talentueux, deux assistantes, et trois réceptionnistes. Vous êtes assurés d'une coiffure adaptée autant à votre personnalité qu'à vos fonctions professionnelles. Ce qu'il faut surtout considérer, tous nos services de coiffure sont créés selon vos besoins et vos goûts. Quelque soit l'intervention à faire sur votre cheveu, coupe, mise en pli, coloration, mèche, masque capillaire ou transformation complète, le tout sera exécuté par des stylistes / coloristes. Le fait de se faire coiffer a un effet bénéfique sur le moral. «Ce qui prime chez nous c'est la relation privilégiée entre le coiffeur et sa cliente, ce qui nous amène une clientèle d'une fidélité absolue. On ne peut dissocier le physique du mental, les deux sont liés de près... Lorsqu'on se sent bien mis physiquement, on se sent bien mentalement.»

L'ambiance chaleureuse des lieux vous comble à la relaxation et vous enchante dès votre arrivée. La prise en charge se fait par un personnel qualifié, discret et empressé qui saura vous orienter vers les services qui vous conviennent et vous vous sentez vraiment à l'aise dès les premiers instants.

Une fois que vous avez découvert ce havre de soins corporels, vous pouvez arrêter votre choix parmi une panoplie de soins spécifiques, pose d'ongles, esthétique, électrolyse, laser, maquillage permanent, massothérapie, ou remodelage corporel chez DermoSpa.

Chacun de ces services est assuré par des spécialistes certifiés, deux esthéticiennes diplômées, quatre massothérapeutes certifiées et les techniciennes en endermologie de DermoSpa pour vos traitements de Lipomassage et de Liftmassage.

En un mot, si vous cherchez un endroit dédié à votre bien-être, de la tête aux pieds et si vous voulez vivre une expérience agréable à la fine pointe des dernières tendances...

Découvrez Recherché Concept Coiffure & Spa, au 376, boulevard St-Joseph, Gatineau ou prenez un rendez-vous au 819-771-0700.





LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2011 | Ottawa Citizen | BY LEE GREENBERG AND MATTHEW PEARSON

High school graduation up, Grits say

Slipping standards behind increase, critics respond

TORONTO • While Ontario's Liberal government boasted Tuesday about increasing graduation rates, critics said slipping standards behind the higher rates were leaving students unprepared for university.

According to the province, 81 per cent of high school students graduated with a diploma in 2009-10. The rate is fully 13 points higher than when the Liberals took over in 2003-04.

Premier Dalton McGuinty, who has fashioned himself "the education premier" over his two terms in office — during which time he capped class sizes, introduced all-day kindergarten and opened up more post-secondary spots — said the higher rates were due to an emphasis by his government on student success.

"Basically, it's additional funding and new kinds of programs ... to make sure that we can engage more young people, keep them in school, keep them excited about their learning," he told reporters.

Critics pointed to other factors in the higher graduation rates.

Conservative MPP Elizabeth Witmer, a former education minister, said the 81-percent graduation rate was "meaningless."

She says principals often change failing grades to pass students because of the political pressure to hike graduation rates.

"They've lowered the standards," she said. "We now have a system of social promotion where whether or not they achieve the level of skill that's required, we're passing them."

The rise in graduation rates have some questioning whether grade inflation could be part of the problem.

In the 1960s, five per cent of students graduating from Grade 13 were Ontario Scholars, meaning they achieved an 80-per-cent average. That number has ballooned to more than 50 per cent now, even though students have one year less of high school, said Mark Langer, president of the Ontario Confederation of University Faculty Associations (OCUFA).

According to him, there are twice as many Ontario high school graduates with an Aaverage as there are in Alberta.

"Are Ontario students twice as intelligent as those in Alberta? It sounds unlikely to me," Langer said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2011 | Ottawa Citizen

School: McGuinty OK with students taking 5 years

In January, OCUFA and the Canadian Federation of Students asked 1,800 people in Ontario, including 300 in Ottawa, questions about post-secondary education. The survey found 61 per cent of Ottawans surveyed believe high school students entering university today are less prepared than they were 15 years ago.

Of those, more than half cited a lack of academic standards characteristic of the contemporary high school curriculum, while 14 per cent cited the elimination of Grade 13.

OCUFA also surveyed its own membership, made up of 17,000 university professors and academic librarians across the province, and found 41 per cent of them believe there has been a significant decline in student preparedness for university in the past three years.

Langer said professors are reporting that more first-year students struggle with literacy and numeracy, conducting research and coherently organizing arguments in essays.

Witmer agrees there are problems with preparedness.

"Universities are having to offer them remediation programs in literacy and numeracy. I mean that was unheard of a few years ago," she said.

The figures released Tuesday include students who take five — rather than the proscribed four — years to graduate. McGuinty said the graduation rate of students who complete high school in four years is 72 per cent.

"Some can only do it in five years," he said. "That's OK by me ... It doesn't matter to me as a parent, as a teacher, as a premier. I just want you to get it done."

New Democratic Party leader Andrea Horwath said the number of five-year graduates "shows that the truncated, four-year program isn't working for many kids."

She says the NDP will consider restoring Grade 13 to provincial high schools as a policy plank in the upcoming election.

"We haven't had that formal discussion yet, but certainly it's something to think about," she said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.